

Questions orales

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je crois que c'est à la Chambre d'en décider.

* * *

LA FISCALITÉ

L'ABOLITION POSSIBLE DE LA TAXE SUR LES
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre chargé de l'Habitation et des Affaires urbaines, ou peut-être au ministre des Finances, si, étant donné que d'après le discours du trône, un des problèmes du gouvernement consiste à assurer des logements à loyer modique, le gouvernement a l'intention d'abolir la taxe de vente de 11 p. 100, qui maintient les logements à un prix si élevé que bien peu de gens peuvent se permettre d'en acheter?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, cette question est vraiment du domaine budgétaire, donc du ressort de mon collègue, le ministre des Finances.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au ministre des Finances? Il a entendu la question au sujet de la taxe de vente de 11 p. 100. Il est sûrement au courant de l'article du discours du trône concernant les logements à prix modique. A-t-on discuté de la chose? Va-t-on l'examiner? La taxe sera-t-elle abolie?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il n'est nullement question de la taxe de vente de 11 p. 100 dans le discours du trône.

* * *

LE LOGEMENT

LE LOTISSEMENT WHITSON GARDENS, À CHELMSFORD,
ONT.—LA CONSERVATION DE LA VALEUR DES MAISONS

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Est-il au courant des problèmes qui se posent aux acheteurs de maisons de la région de Whitson Gardens à Chelmsford, Ontario? Est-il prêt à prendre des mesures pour que les propriétaires non directement touchés de cette région reçoivent de la Société centrale d'hypothèques et de logement l'assurance que les maisons saisies par la banque Toronto-Dominion seront utilisées, afin que les maisons de cette région conservent leur valeur première?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je suis au courant du problème et j'ai demandé un rapport complet de la part de la Société centrale d'hypothèques et de logement. J'ai donné instruction à la Société de collaborer pleinement à l'enquête qui se poursuit avec le concours du ministère des

[M. Nesbitt.]

Affaires des consommateurs du gouvernement de l'Ontario. Lorsque j'aurai reçu tous les rapports pertinents je donnerai suite aux instances du député et verrai à ce que les gens, en ce qui relève des pouvoirs de la Société centrale d'hypothèques et de logement, n'en subissent pas de conséquences défavorables.

M. Rodriguez: Le ministre songera-t-il à discuter avec la Société d'habitation de l'Ontario du meilleur usage à faire des maisons saisies par la banque Toronto-Dominion, afin que la valeur antérieure des autres maisons du quartier se maintienne?

L'hon. M. Basford: Oui, monsieur l'Orateur, je le ferai avec plaisir.

* * *

RADIO-CANADA

QUESTION RELATIVE AUX DIFFICULTÉS D'UN
ANNONCEUR EN EUROPE

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

L'honorable ministre a-t-il pris connaissance de certaines instances faites par des amis de M. Gaétan Barrette, un annonceur à l'emploi de Radio-Canada, qui éprouve présentement des difficultés en Europe? Dans l'affirmative, l'honorable ministre voudrait-il nous dire ce qu'il a l'intention de faire à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de ces instances, mais je vérifierai et ferai ensuite rapport.

M. Baldwin: Évidemment, en temps opportun.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LA DATE LIMITE POUR LE RENVOI DES DÉCLARATIONS

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, je veux poser ma question au ministre du Revenu national. Comme les nouvelles formules d'impôt sur le revenu que doivent remplir les contribuables canadiens sont très compliquées et très longues, le ministre songe-t-il à prolonger le délai dans lequel les déclarations doivent être remplies et produites?

L'hon. Robert Stanbury (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, d'après ce que nous avons pu constater des formules préalables d'ores et déjà remplies par bien des gens qui quittaient le pays, ou au nom de successions...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanbury: Il y aura beaucoup plus de gens qui déposeront des déclarations en entrant dans notre pays.

Une voix: Illégalement.